

Rwanda

Edouard Balladur attendu à l'ONU

Le chef du gouvernement s'adressera lundi au Conseil de sécurité pour demander, dit-on au Quai d'Orsay, aux Nations unies de « prendre le relais » de l'opération « Turquoise ».

EDOUARD BALLADUR se rendra lundi à New York pour « s'adresser au Conseil de sécurité des Nations unies à propos de la situation au Rwanda », a-t-on indiqué vendredi à l'Hôtel Matignon.

Cette démarche, tout à fait exceptionnelle, a été décidée, affirme-t-on, « en consultation permanente » avec François Mitterrand. Selon le Quai d'Orsay, « ce voyage vise à expliquer une fois de plus les modalités de l'opération humanitaire française au Rwanda et à demander à l'ONU de prendre le relais de cette action ». « Le

contrat est rempli, des vies ont été sauvées, la zone est sécurisée, aux Nations unies de faire maintenant », indiquait vendredi un diplomate français.

Sur le terrain, la réalité est en revanche différente. Un journaliste de l'AFP, accompagnant une patrouille hélicoptérée de l'armée française, racontait hier avoir vu dans la zone dite de sécurité, « machette à la main, appuyés par des gendarmes et des soldats gouvernementaux rwandais armés d'une panoplie de fusils d'assaut digne d'un catalogue, des miliciens affirmant chercher des « espions tutsis » cachés dans le flot des personnes déplacées ».

Alain Juppé, qui a réuni vendredi les représentants de 17 organisations non gouvernementales, a évoqué une « situation catastrophique ». « On peut évaluer la population du Rwanda avant les événements d'avril à un peu plus de 6 millions d'habitants, entre 500.000 et 600.000 ont péri, il y a pratiquement 1 million de réfugiés à l'extérieur du territoire rwandais, il reste donc

aujourd'hui à peu près 5 millions d'habitants au Rwanda, 1,5 million dans la zone est qui

est la plus vaste et 3,5 millions qui s'entassent dans la zone ouest », a-t-il expliqué.



Chassés par les miliciens et l'armée en fuite, qui leur affirme qu'ils vont être tués par les forces du FPR, ces réfugiés affluent dans la « zone de sécurité » sous contrôle du corps expéditionnaire français.

Les demandes des démocrates rwandais

TROIS des principales organisations démocratiques rwandaises — le Mouvement démocratique républicain (MDR), le Parti social-démocrate (PSD) et le Front patriotique rwandais (FPR) — ont tenu vendredi à Paris une conférence de presse.

L'ambassadeur du Rwanda en France, Jean-Marie Ndagijimana, également représentant du MDR, a indiqué que le président de son organisation, Faustin Twagiramungu, premier ministre désigné par les accords d'Arusha, se rendra dans les prochains jours à Kigali « pour finaliser les consultations concernant la formation d'un gouvernement sur la base de ces accords ».

Le porte-parole du MDR a exprimé son « inquiétude face à l'attitude belliciste de certains officiers français de l'opération « Turquoise ». Leurs déclarations partisanes ne peuvent manquer de faire penser que l'opération « Turquoise » est destinée à défendre les massacreurs et notamment les milices ». Il a exigé « le désarmement des milices se trouvant dans la zone contrôlée par l'armée française, car sans cela la sécurité des populations que l'on entend protéger ne peut être assurée. C'est un préalable incontournable ». De son côté, le représentant du PSD, Joseph Ngarabe, condamnant le fait

que des responsables du génocide se trouvent sous protection française, a fait observer qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale on n'avait pas « laissé un petit territoire pour les nazis ».

M. Ndagijimana a insisté sur l'urgence de la création d'un tribunal international pour juger les massacreurs. A défaut, a-t-il indiqué, le gouvernement rwandais prochainement constitué aura le droit légitime de les juger. Radio Mille Collines, qui continue à appeler au massacre, émet à partir de la zone de sécurité instaurée par les militaires français. Les autorités françaises ont assuré Jean-Marie Ndagijimana être « intervenues », mais en vain, pour faire taire cet émetteur. « Il faut que la France, par tous les moyens, réduise cette radio au silence » a souligné l'ambassadeur.

Callixte Kagege, du FPR, a insisté, comme les deux autres orateurs, sur le caractère dangereux de « la lecture ethnique et raciale faite du conflit rwandais ». Dire, comme l'a fait Alain Juppé, que « la France a permis aux Hutus modérés et au FPR de se rencontrer » est une « lecture raciale simpliste ». Les accords d'Arusha, a souligné Callixte Kagege, ne sont pas le résultat de négociations « interethniques » mais de la volonté de tous d'instaurer dans un Rwanda unifié un régime démocratique.

Lettre ouverte au gouvernement

CENT TROIS chercheurs spécialistes de l'Afrique ont adressé au gouvernement une lettre dans laquelle ils posent trois questions :

1. « Puisqu'il reconnaît le génocide, Paris prendra-t-il l'initiative de proposer à l'ONU la création d'un tribunal international pour juger les responsables du génocide? Engagera-t-il immédiatement des poursuites devant des juridictions françaises contre les auteurs de ces crimes », dont certains résident en France?

2. « La France a déclaré qu'elle n'aura aucune complaisance à l'égard des assassins ou de leurs commanditaires ». Comment l'armée française coexistera-t-elle avec des préfets, sous-préfets, bourgmestres, militaires, miliciens, civils

rwandais qui ont participé aux massacres? Comment les forces armées françaises traiteront-elles les assassins, membres du pseudo-gouvernement rwandais?

3. « La France annonce qu'elle n'agira pas comme force d'interposition. (...) A l'ouest sont réfugiés un grand nombre de Hutus auxquels les hommes du régime Habyarimana n'ont cessé, depuis des années, de déclarer que le FPR allait les tuer. Quand la ligne de front se déplacera, comment la France se comportera-t-elle à l'égard de cette masse de réfugiés? L'argument humanitaire ne risque-t-il pas de devenir un prétexte pour aider, comme par le passé, les « forces armées rwandaises »? Questions pour l'instant sans réponse...